

PENSER 2062

Jean Viard

Introduction

Penser la fin de l'État Jacobin et s'en réjouir

La France du sud en chantier

Trouver un séquençage unique

Restaurer les hauts lieux du XIXe : quartiers nord et étang de Berre

Plus de local, mais lequel ?

Un désir de jeunesse

INTRODUCTION

Jamais le monde n'a changé aussi vite. Emportés par son unification et la révolution numérique, les équilibres anciens s'effondrent. Trois milliards d'hommes sont connectés à Internet, près de cinq milliards reliés par un téléphone portable, la vie dans les pays développés a gagné vingt-cinq ans en un demi-siècle, un milliard de touristes ont franchi une frontière en 2015. 57 % des bébés naissent hors mariage en Europe, 80 % des femmes sont salariées, on a rajouté une génération à nos familles depuis la guerre de 40. 80 % du commerce mondial passe par la mer. Cette rapidité des changements bouleverse les rapports entre les genres, les cultures, les pays et les continents. L'Asie est pleinement entrée dans le cycle de la croissance et du développement, l'Afrique va la rejoindre au XXI^e siècle, la crise écologique mondiale nous presse.

Les pays riches sont exposés à chaque instant aux appétits des défavorisés. Les riches dans nos sociétés se font discrets ou se retirent dans des quartiers préservés. **La rupture Nord-Sud devient tension le long d'une ligne qui court au travers de la Méditerranée jusqu'au nord du Mexique.** En 2014, 32 400 humains ont été tués dans des attentats dans le monde, les attentats du 7 janvier contre Charlie-Hebdo et un supermarché cascher et du 13 novembre à l'Olympia ont définitivement montré que ces conflits et les ripostes de solidarité étaient en chacun de nos pays comme entre eux.

Le chômage en France touche près de cinq millions de personnes, 1,2 million de plus depuis la crise de 2008. 223 000 personnes vivent dans les quartiers nord de Marseille souvent dans des conditions difficiles et il y a d'autres pauvres ailleurs dans la métropole. La population de PACA est passée deux à cinq millions d'habitants en un demi-siècle et la région accueille plus de 31 millions de touristes dont un million par la mer.

La production de richesse se concentre de plus en plus dans les grandes métropoles et au sein de celle-ci dans le cœur des villes ; en Provence, elle est concentrée dans le pays d'Aix, Marseille-sud et certaines communes du nord de l'étang de Berre. Ce qui est logique tant notre modèle économique allie de plus en plus études longues, classe créatrice, entreprises innovantes. Et ceci au cœur des villes transformé depuis trente ans sur un modèle urbain de fusion de la ville d'Hausmann avec une ambiance Club Med créant un art de vivre qui stimule l'invention et la créativité avec des accès réguliers à la campagne, à la mer, à la montagne et au monde TGV et Low Cost. Les vieux métiers sont soit restructurés par la révolution numérique, soit envoyés en périphérie des métropoles vers un monde rural de plus en plus ouvrier et résidentiel de milieux populaires et de retraités. Avec des poches d'extra-urbains hyperconnectés en périphérie des métropoles. sud-Luberon, Alpilles, sud du parc du Verdon par exemple. Mais aussi parc du Vercors, nord-Pilat, sud-Bourgogne, Normandie.

Commencer cette note par ces rappels de changements géostratégiques, sociaux, technologiques et productifs vise à poser d'emblée que la question métropolitaine n'est pas une question idéologique ou politicienne. Elle est une prise en compte des bouleversements du réel – ou un refus de cette prise en compte.

Même là où, à court terme, tout a l'air d'aller pour le mieux, la violence terroriste, le besoin de structuration de la classe créatrice, les effets des bouleversements géostratégiques ou les nouveaux modèles d'usages urbains sont déjà à l'œuvre. **La révolution numérique est « le train du XXI^e siècle »** et elle est le double des flux d'échanges réels des marchandises, des savoirs et des corps. Ceux qui ne sauront pas s'y préparer connaîtront le destin des villes qui ont préféré la diligence au milieu du XIX^e siècle. La révolution numérique est même plus que le train car elle lie le proche avec lui-même et avec son environnement, mais aussi le lointain avec le proche et cela hors de la contrainte de la durée. **Le projet métropolitain, avant d'être vu au prisme de la société locale, doit donc être pensé dans la dynamique des bouleversements sociétaux et mondiaux.**

En outre il faut, avec Pierre Nora et bien d'autres intellectuels, dire que **la structure même de l'État nation France est en bouleversement depuis plus d'un demi-siècle.** Sans doute, nous dit Pierre Nora, la plus grande transformation de la France depuis mille ans. Bien au-delà des capacités financières régressives de l'État.

1962, fin de l'Empire, 1965, Vatican II, 1968, fin de la prééminence du masculin, du politique et de la technique sur l'individu, les femmes et la nature, 1989 fin du mythe révolutionnaire... Ce n'est pas ici la place d'un essai sur les multiples causes de la transformation du modèle patriarcal, vertical et paysan qui a dominé la France si longtemps. La Révolution de 1789 comme la Révolution industrielle avaient su se glisser dans ce cadre car la première se déroula dans une société agraire, la seconde n'émergea que tardivement dans une République paysanne où la rente terrienne domine encore la richesse industrielle en 1945. Mais la révolution tertiaire et urbaine, la société d'éducation et de mobilité qui se construit dans le dernier quart du XX^e siècle vont s'échapper peu à peu de cette structure millénaire : **Paris, l'Île-de-France et le grand Bassin parisien vont, avec les grandes firmes industrielles issues de l'appareil d'État colbertiste, partir à l'assaut du monde délaissant les anciennes provinces.**

À l'inverse, la question du lien et des solidarités à l'intérieur de nos propres pays entre centres repensés et « quartiers », ou monde périurbain et rural hier « profond », se pose avec acuité. Du moins là où les usages résidentiels, touristiques et de retraite ne sont pas venus diffuser leurs ressources. Les travaux de Laurent Davezies sont ici particulièrement éclairants. Les anciens mondes du travail se sentent délaissés. Leur sentiment de concurrence avec les nouvelles diasporas

est souvent violent. **En même temps, développement de la production de richesse localisée et attraction de la richesse consommatoire sont devenus inséparables, parfois concurrents.** Mais un territoire équilibré doit accéder aux deux pour trouver sa place dans les concurrences locales et mondiales et ouvrir des avenir à ses différentes jeunesse.

L'idée qu'il y ait des habitants d'origine et des immigrés doit être bousculée. Il y a des habitants de longues lignées et des diasporas – c'est-à-dire des groupes mobiles, avec des sédentaires, des nomades, des passeurs et des passants. La première diaspora de ce territoire est celle des nordistes. En réalité, la descente en cinquante ans de deux millions de nordistes en Provence est le phénomène le plus nouveau ici. 80 000 nouvelles arrivées par an, moitié jeunes actifs diplômés, moitié retraités. Depuis des siècles, les trajets s'effectuaient du sud vers le nord. Ces nouveaux arrivants sont dotés d'un imaginaire touristique du territoire, littoral, piscine, patrimoine et lieux culturels. Cours Mirabeau, calanques, festival d'Aix, Mucem, gares TGV et aéroport sont leurs lieux. Ils sont les rois des quartiers sud de Marseille et des maisons à la campagne du pays d'Aix et de La Ciotat. Ils sont largement le cœur dynamique de la classe créatrice.

Mais les terribles jours de janvier et de novembre 2015 obligent à penser autrement l'avenir de la métropole Aix-Marseille-Provence.

La réalité de la vie séparée d'habitants du centre parisien avec certains de ceux de la périphérie du grand Paris, la réaction extraordinaire du peuple français éduqué et intégré, la colère froide, et passive, aussi d'une partie des milieux plus populaires, la gêne, voire le soutien, d'une partie des habitants dits « des quartiers »..., tout cela nous impose de penser autrement le vivre-ensemble de notre société si nous ne voulons pas aller à l'explosion – d'autant plus que des milliers de jeunes européens sont « en formation », en Syrie et ailleurs.

Les diasporas anciennes, celles des pauvres du XIXe, Bas-Alpins, Corses et Italiens, puis celles des guerres du XXe siècle, Arméniens, pieds-noirs, harkis, ont eu le temps de se doter d'un quartier totémique, symbolique – Beaumont pour les Arméniens, le Panier pour les Corses, Menpenti pour les Italiens... Il ne s'agit pas de ghettos mais de cultures de survivants au passé souvent lourd. La plupart des membres d'une diaspora n'habitent pas leur quartier totémique, mais c'est leur lieu de référence. Et les diasporas récentes, les 38 000 Algériens, les 30 000 à 40 000 Comoriens, les Marocains, les Tunisiens, les petites diasporas d'Asie..., étaient regroupées sous le vocable d'« immigrés ». **C'est ce qui a pris fin le 7 janvier quand on a compris que le développement séparé n'était plus possible car trop dangereux.** Il faut doter chaque diaspora d'un nom, d'un projet, d'une utilité, y compris pour gagner des parts de marché dans l'immense enjeu de la production des biens publics en Afrique au XXe siècle. La France déjà fournit 40 % du blé nécessaire à la vie au Maghreb et en Égypte. À partir de là, **pensons ce**

territoire en termes de « remembrement ». Celui des diasporas, d'abord, qui doivent être dotées de lieux et de quartiers totémiques – plutôt à Marseille, pour assurer leur légitimité et qu'elles se sentent respectées.

Mais dans le même ordre d'idée de remembrement, **organisons l'université unique comme un hub réel de rencontre des savants,** les mondes des sports comme un ensemble, l'art de vivre comme un projet à partager entre les habitants et le monde. Structurons la classe créatrice et favorisons l'économie productive de la culture dans le livre, la peinture, la musique, la danse, le spectacle vivant et les nouveaux modes de communication et de création.

Les terres agricoles aussi doivent faire unité et être portées par un modèle agricole renouvelé, **les immenses espaces naturels maritimes, aquatiques et terrestres doivent être protégés et occupés dans une même cohérence,** les stratégies de peuplement coordonnées et projetées vers le futur. **Les espaces des entreprises enfin structurés par projets** comme le monde des ports, la chaîne de l'énergie, le projet Henri Fabre... et les grandes fonctions métropolitaines d'un ensemble urbain de deux millions d'habitants.

Mais au-delà d'une pensée diasporique et de remembrement, l'originalité de cette métropole est triple. Cette métropole a un atout de nature considérable et **un des plus beaux ports du monde.** Dans notre époque de mondialisation par la mer et de nouveaux liens homme-nature, il y a là deux atouts à rendre jalouses bien des métropoles concurrentes. Le port, qui était le quatrième du monde en 1900, n'est plus que le quarante et unième ; fixons-nous comme objectif de rentrer d'intégrer les trente premiers en 2030. Mais il y a plus. **Il y a la puissance identitaire de ce territoire.** Pays de cités aux histoires longues et fières, ce territoire sera toujours multipolaire, en archipel et en réseau. **Il n'y a pas de centre et de périphérie.** Il y a des diasporas et des cités avoisinantes entrelacées. Et dans Marseille même, changer de quartier est une tragédie.

Aussi la métropole doit être discrète, fonctionnelle pour les grandes fonctions économiques, les transports, au service des cités et des maires, de leurs diversités, de leur rôle de défenseurs des identités dans une époque où il va falloir être très local et profondément global. L'idéal sans doute en termes de discrétion, de simplicité et d'efficacité serait de très vite fusionner la métropole et le département des Bouches du Rhône comme à Lyon et à Paris. Les économies d'échelles en frais de fonctionnement seraient importantes, la capacité d'investissement renforcé et leurs cohérences accentuées.

De toute manière **la définition des territoires intermédiaires devra être pensée avec soin et sans crainte d'innover.** Certains sans doute organisés en parallèle en coopératives locales de développement, d'autres en communes nouvelles pour doter les quartiers

les plus défavorisés de moyens nouveaux puissants et pour faire bouclier contre une uniformisation qui masque les exclusions.

Créer une organisation de taille supérieure donne de la force au tout mais peut aussi permettre de scinder des ensembles trop disparates ; par exemple, « les quartiers nord », nous y reviendrons. **La place à donner aux diasporas, si nous voulons vivre ensemble dans un espace de tensions supportables, doit se penser de la même manière que la place à donner aux communes et à leurs regroupements.** Maurice Agulhon disait : « En Provence il n'y a pas de village, seulement des cités grandes ou petites. » **Bâtissons la métropole maritime-monde sur cette conviction.**

Ce territoire a besoin de câlino-urbanisme, d'harmonie, de douceur de vivre, de beauté, d'arbres, de paysage, d'urbanité. Les aménagements y ont souvent été brutaux, imposés à des trames locales mal connues et peu appréciées des décideurs. Les rénovations se font au compte-gouttes. 5 820 euros d'investissement ANRU par habitant pour les 218 901 habitants des ZUS de Marseille contre plus de 16 000 dans la France de l'Ouest, plus de 14 000 en Île-de-France. **Autrement dit, la société est dure, les solidarités faibles, les concurrences extrêmes.**

Cela vaut autour de l'étang de Berre, dans le val de Durance où l'autoroute est dans le lit même de la rivière, à la Duranne où des logements sont au milieu de nulle part, aux Milles où il n'y a pas d'urbanisme, autour d'Iter... Par conséquent, ceux qui vivent encore dans des espaces harmonieux, dans la ville d'Aix, dans les quartiers littoraux sud de Marseille, dans nombre de villages, au centre de Martigues, Istres, Salon..., ceux-là ne veulent pas faire violence partagée et identité massacrée. **Un pacte de douceur est impératif, une obligation d'arbres, de trottoirs, de WC publics, de rénovation.** L'abandon des lieux est à l'égal de celui des hommes qui ne sont ni dans les catégories dominantes ni dans les réseaux clientélistes issus des anciennes communautés migrantes, en particulier corses et italiennes. Mais au-delà de ces ruptures et de ces tensions, l'essentiel du territoire reste d'une beauté prodigieuse avec des vues toujours lointaines sur la mer ou les collines – en cela, les plus pauvres ne sont pas les plus mal situés.

Le territoire d'Aix Marseille Provence a besoin de prospective et d'une vision de son avenir. C'est indispensable à sa jeunesse et à ses entrepreneurs. Les siens ou ceux du monde qui pourraient y venir. **Un diagnostic rapide permet de dire qu'il y manque 100 000 emplois et 10 milliards de PIB pour la mettre au niveau des autres métropoles bi-millionnaires d'Europe.** Cette sous-activité est due à un sous-investissement privé de l'ordre d'un milliard par an dans un territoire plutôt bien doté en intervention publique – au niveau des masses financières pas toujours des objectifs. On peut lire ces informations autrement en disant que **nous sommes face à un non-désir pour ce territoire** qui se

mesure en manque d'investissements privés et surtout en manque de jeunesse productive et créatrice. Entre 18 et 30 ans, il manque ici 15 % de cette classe d'âge si on compare aux autres métropoles (Jacques Boulesteix, 2015). Un sondage CSA récent donne l'attractivité de cette métropole pour les Français (désir de venir y vivre) à 4 %, Nice n'est qu'à 10 %, Montpellier et Toulouse à 15, Bordeaux à 20 %... Et encore... sommes nous dans le sud alors que le nord et l'Est se dépeuple, même l'Alsace à l'image si forte.

C'est à cette crise du désir que nous devons porter réponse et en particulier au désarroi des jeunes « restés là ». Sinon les travaux de la mission dirigée par le préfet Théry, ou dans un autre ordre d'idée le rapport de Christian Saint-Étienne, montrent **les atouts de cette métropole, naturellement un des plus grands ports du monde mais aussi un site de multiples compétences d'avenir inestimables.** Et l'image mondiale de ce territoire portée par la peinture, l'art, le patrimoine, la culture, l'histoire, la nature, le tout entremêlé, est un atout qui n'existe nulle part ailleurs à un tel niveau. Mais le révéler, le valoriser, le remembrer comme un système complexe protégé et créatif reste en partie à effectuer.

PENSER LA FIN DE L'ÉTAT JACOBIN ET S'EN RÉJOUIR

Il faut penser large et se dire que le projet métropolitain est la réponse locale à la mondialisation en cours. En France d'abord, mais aussi pour les réseaux d'échange mondiaux en cours d'organisation. Regardons au-delà de la décennie violente dans laquelle nous sommes.

Paris et l'Île-de-France, le grand Bassin parisien – 25 % de la France – se tournent sans cesse davantage vers l'étranger sous une triple pression :

- comme territoire dominant de la mondialisation au sein du club très restreint des « global cities », comme dit Saskia Sassen, qui structurent le monde autour de quatre ou cinq hubs (Paris, Londres, New York, Shanghai...). Nous sommes là au sud de Roissy autant qu'au nord de Paris.
- comme territoire leader dans le tourisme des élites du monde, et des Européens ou des Français, qui est comme le double des échanges du monde des affaires, des savoirs, de la culture et de l'éducation,
- comme territoire soit organisateur du sud au travers de liens avec le Moyen-Orient et l'Afrique qui ont été des forces hier et qui vont le redevenir au XXI^e siècle au-delà des violences et des drames.

L'enjeu premier, que ce soit des grands groupes français ou de l'État, ce n'est plus la domination sur les provinces qui n'est plus le lieu principal de la rente ou de la création de richesse. On est dans une nouvelle hiérarchie des territoires réorganisés autour des global cities et des territoires résidentiels éclairés par Laurent Davezies.

La classe créatrice comme les grandes firmes post-colbertistes (productrices privées de biens publics style Bouygues, EDF, Areva, Airbus, Thalès, Vinci...) **est de plus en plus tournée vers l'international et l'enjeu des implantations provinciales est moindre.** Ces firmes sont un atout français dans un siècle qui va d'abord manquer de biens publics, surtout en Afrique ; y compris bien sûr l'énergie renouvelable et la révolution verte. Libre à chacun de les instrumentaliser pour son propre territoire. Et dans le grand bassin parisien on assiste alors à la construction d'un peuplement local. 50 % des habitants vivent entre trois communes voisines depuis leurs naissances et vont souvent travailler à pied. Ces cinq millions d'hyperlocaux sont masqués par les flux quotidiens des autres habitants, des provinciaux et des touristes. C'est la plus importante population locale de la France.

La question des métropoles « de Province » n'est donc pas une injonction autoritaire de l'État central, mais un abandon relatif du centre dont les enjeux sont autres. Et cela vaut surtout dans la France du sud car là sont les vraies grandes métropoles de niveaux internationales qui vivent hors de l'orbite de Paris.

Le penser ainsi c'est dire que l'enjeu n'est pas de dire «oui» ou «non» à l'État, mais de dire :

- soit on devient une deuxième Corse, **ou on se développe sur le modèle toulonnais** – résidences secondaires, lotissements du périurbain, balnéarisation du port, retraites et croisières, peuplement autour des villages, développement des yachts, etc. – ce qui ne marche pas si mal, mais qui ne crée pas grand-chose.

- **soit on se donne un projet de reconquête de la position internationale de ce site**, alliant mer et intérieur, technologies nouvelles et maritimes, classes créatrices et université et grandes écoles.

Ce qui nous arrive aujourd'hui est ce qui est arrivé à l'Italie, à l'Espagne depuis plusieurs siècles, à l'Allemagne depuis 1945. C'est le fait de **s'organiser autour des grandes villes hors d'un centre dominant**, de leur donner du territoire plus ou moins grand et de faire des machines de combat économique, culturel, social et politique. Vu ainsi, **on est dans la période où il faut qu'Aix Marseille Métropole rattrape une dynamique urbaine européenne dont elle a été un peu privée** parce que le jacobinisme, et avant ça la monarchie, l'ont transformée en territoire secondaire dynamisé au gré des intérêts stratégiques de l'État et des grands groupes colbertistes. Régression

aixoise après 1789, instrumentalisation de Marseille après 1870, stratégie Cadarache et Fos après 1962, Euroméditerranée après 1981... Le temps de l'autonomie de destin de ce territoire est venu et le passage est rude.

Aussi l'État a décidé, après la plupart des autres pays d'Europe, de laisser construire des ensembles de cités et de villages, appelés métropoles dans des régions renforcées. Ces ensembles nouveaux, qui attirent déjà 60 % de la richesse produite sur le territoire national, sont issus d'une histoire nationale et internationale post-jacobine où la France « invente » les villes-puissances après les avoir niées pendant des siècles. Le changement est considérable et donne à ce territoire des chances que lui avaient refusées aussi bien Louis XIV que la Révolution, les deux Napoléon ou de Gaulle. Le temps du nous commence, mais c'est un nous fédérateur d'identités et de lieux. Il peut être refusé au nom d'un refus de la prise d'autonomie favorisant un développement sujet, dans l'ancienne tradition jacobine, résidentielle et de fonctions subalternes à salaires faibles.

Comme nous l'avons dit, Pierre Nora dit que la France vit depuis les années 1970 sa plus grande mutation historique. **La mutation la plus forte n'étant pas de passer d'un roi à un président de la République mais de passer d'un système du « haut vers le bas », avec une domination du parisien et du central sur la province, à un système horizontal où il y a un problème de relation entre le centre et la périphérie – cela vaut d'ailleurs pour les classes sociales, pour les populations comme pour les espaces.**

Si on pose les questions ainsi, cela relativise les tensions inter cités locales, et on doit se chercher un avenir dans le mouvement beaucoup plus large de l'histoire. **Retenons que ce territoire accède à l'autonomie parce qu'il court le risque de l'abandon. C'est sa chance pour le XXI^e siècle.** Alors n'appelons plus sans cesse l'État à la rescousse, appuyons ce territoire sur lui-même, sur les politiques d'équilibre européennes, les acteurs mondiaux, en particulier maritimes et technologiques. **La logique de projet et de prospective doit remplacer la quête incessante des interventions d'État.** Pensons la mission Théry comme un chant du cygne d'un État dominateur et tirons en le maximum.

LA FRANCE DU SUD EN CHANTIER

Pour avancer dans le diagnostic des enjeux de la métropole en cours de construction, analysons ce qui se passe autour de nous.

Toulouse est devenue une grande région maritime, qui inclut Montpellier et Sète – Sète étant en lien avec Barcelone. Quelque chose d'important se passe qui dote à nouveau **Toulouse d'une fonction considérable avec l'aéronautique, le vin (c'est la première région viticole d'Europe) et l'ouverture à la mer** qui va faire entrer la ville et la région dans l'ensemble des conseils maritimes

européens et mondiaux.

Au même moment, **Lyon** vient de récupérer Saint-Étienne, donc la chaîne du pneu, et le rayonnement de la **puissante bourgeoisie lyonnaise industrialisante s'est enrichi d'un nouveau segment**. Michelin venait justement de reconcentrer à Clermont-Ferrand l'ensemble de la recherche mondiale sur les pneumatiques.

Ici, Marseille est une ville de bourgeoisie de commerce, universitaire aussi, et Aix est une ville de bourgeoisie foncière et universitaire. Donc **AMP a une bourgeoisie urbaine faible dans les domaines industriels**, sauf dans les nouveaux secteurs où émerge une bourgeoisie industrialisante dans la haute technologie. Nous sommes une région de filiales de firmes néo-colbertistes et de PME PMI régionales d'accompagnement.

AMP est un territoire où on est très fort en placement capitaliste – il y a beaucoup d'argent dans les caisses d'épargne –, ce n'est pas un hasard si le président de la caisse d'épargne nationale est régulièrement un Marseillais – rapatrié de l'espace colonial. Et issu des ventes foncières des bastides réalisées par les mêmes familles du commerce colonial pour construire dans les années 1960-1970 ou des métiers portuaires.

Construire une métropole maritime-monde passera par le renforcement d'une bourgeoisie locale industrialisante alliée à d'autres bourgeoisies européennes, africaines ou asiatiques. Parce que c'est largement la bourgeoisie urbaine qui fait l'économie, surtout en période de récession des États et de réorganisation des stratégies de la sphère parisienne publique et privé. Parce même dans cette époque de financiarisation extrême, une part du capital reste territorialisé par les liens aux familles et aux cultures.

Il se passe donc des bouleversements forts autour du phénomène Toulouse-Languedoc et du phénomène grand Lyon. Ce qui fait que PACA, qui était la troisième région est passée à la septième place des régions françaises. Du moins en population. Alors cette région peut être principalement le lieu de vacances et de retraite des autres régions françaises et européennes, ou devenir un moteur économique dont le territoire principal sera les mondes de la mer et le relais avec le monde alpin. **Les autres régions se sont agrandies en espace, en bourgeoisie, en nouveaux enjeux. Dès lors AMP ne peut s'agrandir que vers la mer et jouer à fond le projet d'être une grande métropole maritime-monde.**

La mondialisation est une affaire de bateaux, et de nouveaux combats pour la sécurité, c'est pour cela qu'il faut organiser le lien entre la métropole et Toulon. Pas Toulon dans la métropole, mais Toulon comme lien essentiel parce que la question militaire en Méditerranée est centrale et que Toulon est un centre de recherche sous-marin exceptionnel – Toulon est leader mondial des recherches de matières premières sous-marines après Cap Canaveral.

TROUVER UN SÉQUENÇAGE UNIQUE

Nous devons penser le séquençage historique des différentes parties de cette métropole : celles-ci ne sont pas en harmonie entre elles depuis toujours. On a un séquençage maritime, par nature cyclique et aléatoire du fait des guerres, des catastrophes, de la peste... Le séquençage de la terre, notamment le pays d'Aix, se constitue sur de plus longues périodes, avec des grandes familles qui s'échelonnent depuis des siècles. On a donc deux séquençages historiques différents dorénavant dans une même aventure où l'homme domine de mieux en mieux la mer.

Ici on différencie souvent les lieux à l'aune des pratiques grecques et romaines. En réalité ce sont deux séquençages de villes : ville de la richesse maritime, et ville de l'enracinement terrien.

Marseille a reculé après la guerre d'Algérie, elle s'est peuplée de pieds-noirs plutôt pauvres. Gaston Defferre a alors construit le mythe de la ville millionnaire, qui a été son grand thème final. Mais ce n'étaient pas des actifs. C'étaient surtout des pauvres qui « posaient le sac » à Marseille ; et quand ils avaient posé le sac, ils étaient, comme les Arméniens et tant d'autres avant eux, des survivants, mais peu porteurs de grands projets.

Alors qu'au même moment, le pays d'Aix, dans son séquençage propre, a été valorisé par son paysage magnifique – le cours Mirabeau, la Sainte-Victoire, etc. –, un haut lieu du patrimoine, de la culture et du tourisme. Le pays d'Aix pris dans une puissante dynamique post-touristique a alors concentré une forte part de la classe créatrice appuyée en parallèle sur la filière nucléaire et les nouvelles technologies – sans oublier des localisations néomarseillaises qui sont venues là par refus de Marseille intra-muros tout en étant liées au grand port en souffrance, ses réseaux et ses savoirs. **Petit à petit, toutes les régions post-touristiques du monde sont mises en valeur, restaurées, valorisées, et elles attirent les entreprises high-tech de la mondialisation et les migrations de sa population créative.**

C'est déjà en partie fait du côté de **Marseille sud**, qui est l'héritage des projets de Defferre, qui est de la taille de Grenoble et qui a la même structure socioculturelle, avec le même nombre d'ingénieurs, de cadres, etc., avec également la médecine, les dentistes, Château-Gombert, Luminy, les banques... et surtout **Euroméditerranée** qui avec près de 8 milliards d'investissement renouvelle le lien entre la ville, la région et la mer.

Et il y a **Aix et le pays d'Aix**, qui pèse à peu près autant que Marseille sud et qui est monté sur un autre modèle, parce qu'il n'y a pas eu au départ de volonté politique : Thomson, des grands groupes sont venus à Aix parce qu'il y avait le festival dans ce grand mouvement de développement post-touristique – sans oublier cependant Cadarache. Au fond, c'est Montpellier sans politique publique. Cela crée d'ailleurs le même nombre d'emplois par an que la machine montpelliéraine alors que celle-ci était une politique, un discours, un leader. L'attractivité du pays d'Aix, de la Sainte-Victoire, de Cézanne, s'est faite naturellement, même si elle est ensuite devenue un projet politique puissant.

RESTAURER LES HAUTS LIEUX DU XIXE : QUARTIERS NORD ET ÉTANG DE BERRE

Nous avons par ailleurs en crise les deux pôles qui étaient ceux de la bourgeoisie du XIXe siècle : l'étang de Berre et les quartiers nord. La bourgeoisie, qui était une bourgeoisie de commerce, avait des zones résidentielles autour de l'étang de Berre et autour des quartiers nord, c'est-à-dire au-dessus de la ville. Il y avait quelques bastides aussi dans les quartiers sud mais il y avait des problèmes de moustiques, etc.

Pour la bourgeoisie urbaine marseillaise il s'agissait d'éviter la peste et d'avoir des produits frais ; pour cela, il fallait être à moins d'une heure de cheval de sa maison de la ville, pour pouvoir se nourrir et éviter les épidémies. **Le problème est que ces deux territoires ont été détruits en tant que territoires esthétiques par le développement industriel**, par le fait qu'on y a concentré les usines et les ouvriers, les HLM, pour des raisons politiciennes. D'un côté, Defferre a concentré les ouvriers qui votaient à l'époque communiste dans les quartiers nord pour que les communistes ne tiennent qu'un seul secteur électoral et que le PS garde la ville – notamment dans le 15e et le 16e qui étaient le secteur des communistes – et de l'autre côté, on a industrialisé l'étang de Berre sans aucun respect pour l'écologie du système et pour l'esthétique du territoire.

Lieux hier recherchés ils peuvent le redevenir, ils ont toujours les paysages, la position géographique, l'eau, la proximité de la mer. Ce ne sont pas des lieux délaissés où on a mis les délaissés, ce sont des hauts lieux où la bourgeoisie foncière a spéculé en appui sur le politique. Leur restauration doit alors faire sens et projet pour y améliorer la qualité de vie des habitants et l'attractivité de ces territoires en matières de production, de loisir et de consommation.

Pour faire métropole il faut certes renforcer les lieux du développement et de la puissance, mais il faut aussi contre agir sur ces deux espaces principaux en crise économique, politique, et culturelle. La chance de AMP

est que ces territoires « négatifs » ayant été des hauts lieux positifs peuvent le redevenir plus facilement. Tout cela ne veut pas dire que ces deux territoires sont les plus pollués, les plus en crise, ni que tous les pauvres y sont, il y a des pauvres ailleurs. Mais le risque de rupture écologique visible comme « les pauvres visibles », sont dans les quartiers nord et autour de l'Étang de Berre. Ce qu'on entend dans les médias tous les jours et qui casse le développement de Marseille est là. Si on regarde les études d'opinion, actuellement les industriels veulent bien venir à Aix Marseille, parce qu'ils ont compris la position géostratégique du lieu, mais les cadres et les salariés renâclent à venir à Marseille.

C'est-à-dire que c'est l'habitant qui refuse de venir et cela renvoie à l'idée que ce qui porte la crise de cette métropole c'est l'absence de désir. Un sondage CSA de juin 2015 où on demandait aux Français qui désiraient déménager où ils avaient envie d'aller donnait 20 % à Bordeaux, 15 % à Toulouse et Montpellier, 10 % à Nice et 4 % à Marseille.

Remettre ce territoire en désir plus fortement passera par un travail de transformation des lieux négatifs et un travail sur la puissance et l'organisation de la classe créatrice et de la jeunesse. Il y a donc une crise profonde du désir pour ce territoire, même si on a regagné un peu des parts de marché avec Aix Marseille 2013, Capitale européenne de la Culture. **C'est l'art de vivre ensemble qui est en crise**, la peur dans la rue, les filles qui n'osent pas sortir le soir, l'ensemble des éléments de la qualité de vie. Or là est le moteur de l'attractivité de la jeunesse, des innovateurs et des investisseurs. Et il faut inventer cette mise en désir autour **des quatre piliers territoriaux fondateurs de la métropole, Marseille/Aubagne, pays d'Aix, Étang de Berre et quartiers nord.**

PLUS DE LOCAL, MAIS LEQUEL ?

Construire la métropole peut paraître s'éloigner du local et c'est ce qui a tellement tétanisé les élus locaux. C'est un sujet qu'il faut prendre en main, entendre et étudier. Car il ne suffit pas de se lier mieux et plus au global, il faut aussi plus de proximité. L'enjeu est de faire fonctionner les deux ensembles et l'observation des métropoles en développement montre qu'elles ont à la fois des atouts d'identité forte partagée et des investissements puissants dans la révolution numérique et les nouveaux métiers. Pensons à Barcelone, Londres, Milan et même Lyon ou Toulouse.

Faire fonctionner les deux ensembles, surtout ici où en plus des communes multiples, et des quartiers, il y a de fortes communautés diasporiques. Marseille c'est 111 quartiers et on est autant marseillais, que de l'Estaque ou de la Pointe rouge, on est de Saint-Joseph, comme on peut être d'Aubagne ou de Martigues. Et quand on

prétend mettre les communes de même niveau les unes les autres, on met 800 000 habitants d'un côté, 800 000 de l'autre mais avec un maillage électoral beaucoup plus puissant, puisqu'il y a plus de 500 élus locaux, dont 101 à Marseille.

Il faut renforcer donc la proximité, avec les communes, certes, mais aussi dans des « bouts de la ville », des quartiers, des arrondissements qui font sens et usages pour les habitants... ou découper dans la ville des corps politiques nouveaux, des territoires ou des communautés, segmenter l'immigration en diasporas pour leur rendre des histoires et des projets. Il ne faut plus penser immigration, il n'y a rien en commun entre un Comorien, un Kabyle et un Syrien catholique réfugié, si ce n'est qu'ils ne sont pas nés là. Les Comoriens n'ont aucune possibilité de retour au Comores et ils ne vont pas nous aider à conquérir l'économie des Comores, ce qui n'est pas le cas pour les Kabyles, pour les Syriens, etc., donc on ne peut pas globaliser les immigrés. Et il faut plus penser arrivants, passants, partants... – parce qu'il y a énormément de gens qui viennent passer trois mois et qui sont des porteurs culturels et économiques forts et il y a des retours dont on parle trop peu comme si on voulait se terroriser avec des images d'invasion.

Donc il faut multiplier les niveaux et les échelles d'appartenances pour que les individus se sentent à la fois de leur quartier, de leur ville, de leurs trajets, de leurs croyances, de leurs genres, de leurs métiers, de leur métropole, de leur région, de leur Méditerranée, etc. La proximité et le global ne sont pas en conflit, ils sont complémentaires et multireliés. Ils étaient en conflit dans un modèle national où il y avait des frontières, un dedans et un dehors. Aujourd'hui le monde est Un, l'Humanité est rassemblée définitivement. Le monde est en France par le réel comme par le virtuel sans cesse comme la France et les Français sont dans le monde et de plus en plus. **La France n'est ni un territoire ni une ethnie elle est un système de valeurs et une pensée de l'universel, une langue et une culture.** On sort du modèle national qui était une totalité protectrice moniste et on entre dans autre chose, un ensemble multiprotecteur mais avec des systèmes à chaque fois semi-ouvert. On entre dans un système où l'extérieur est chez nous et on a des intérêts à l'extérieur, on ne peut plus les séparer – que ce soit en termes écologiques, économiques, ethniques, culturels, etc. – donc **le problème c'est de multiplier les espaces d'appartenance, qui ne sont que relatifs puisque tout espace aujourd'hui est ouvert.**

La métropole est un de ces niveaux nouveaux de protections et de projet. Elle doit être faite pour les citoyens, dans leurs diversités, en les rassemblant par un projet et un désir nouveau de puissance, de développement et d'emploi. On doit construire une institution pour les citoyens, le cœur du projet c'est le bonheur des citoyens, l'amélioration de leur situation. On va améliorer leur situation en leur donnant une direction

commune – on s'inscrit dans un territoire qui a un projet – et en se fixant pour objectif que leurs enfants aient du travail dans vingt ans avec les outils de formation liés pour que ce soit possible. Cette métropole est une opportunité à saisir face à un État qui se rétracte et d'une certaine manière abandonne ses anciennes Provinces, même s'il doit rester le garant protecteur d'une culture, de valeurs et de solidarité. **Un État agile dans un monde en mouvement allégé de ses fonctions de commandement hémiplogiques avec dans son Sud des métropoles porteuses d'un modèle de développement nouveau autour de Toulouse, Lyon et Aix Marseille Provence.**

UN DÉSIR DE JEUNESSE

Et un des grands enjeux métropolitains va être de **construire les lieux de la jeunesse** qui n'existent pas assez et si possible loin des oreilles des urbains car autant nous avons accepté le bruit automobile dans les villes, autant le bruit humain dans le silence reconquis est source de conflits. D'ailleurs des jeunes vont à Montpellier, où il y a le grand Zénith. Cela renvoie à ce que fait Jean Blaise qui propose de faire des hangars de Marignane le lieu de la jeunesse, récupérer les vieux hangars qui ne servent plus sur l'aéroport pour en faire un énorme lieu où on peut faire du bruit toute la nuit. À Lisbonne on a utilisation des quais pour la nuit, à Montréal aussi. À Paris, on a réfléchi à installer les boîtes de nuit dans les gares, qui ont les parkings, qui ont les accès, car il n'y a pas d'habitants. On peut imaginer que la SNCF deviendrait le grand lieu de la nuit au lieu de n'imaginer que du commerce sur son territoire. **Où un signal, un totem, pour dire qu'on est un des grands lieux de la jeunesse du XXI^e siècle en France, en Europe et dans l'ensemble de cet espace méditerranéen ?**

CONCLUSION

De tout cela ressort un certain nombre de choses quoiqu'un peu iconoclastes : **il faut faire des actions politiques, des actions culturelles et des actions économiques, et elles ne se chevauchent pas forcément.**

Par exemple, pourquoi ne pas fusionner Marignane et Vitrolles dont les enjeux sont si proches ? **Pourquoi les quartiers nord de Marseille, 223 000 habitants, ne deviendrait pas une vraie commune indépendante ?** Ce serait la deuxième commune des Bouches-du-Rhône, Marseille n'aurait plus que 600 000 habitants mais ce serait toujours la première. **C'est la politique qui a détruit les quartiers nord est-ce que ce n'est pas la politique la solution ?** Faire une commune de plein exercice dans la métropole pourrait constituer une compensation historique et surtout donner enfin une vraie chance à ces territoires qui dont depuis 50 ans sujet des projets des autres. **Idem pour l'Étang de Berre.** Ainsi l'intérêt de la métropole..., c'est qu'on peut la redécouper car l'ensemble est lié et insécable.

Pourquoi la RTM n'est-elle pas allée mettre son siège dans les quartiers nord, en vendant fort cher ses terrains de Mazargues ? Pourquoi l'OM n'est-elle pas allé dans les quartiers nord alors que plus de 50 % de son public vient de là ou du hors Marseille ?... Parce qu'ils n'ont pas de pouvoir politique et que donc ils ne pèsent pas ? Il y a beaucoup de fonctionnaires municipaux à Marseille mais presque pas qui habitent dans les quartiers nord. **Pourquoi n'y a-t-il pas un rectorat annexe dans les quartiers nord ?** Il pourrait très bien y avoir un rectorat décentralisé pour les écoles communales et les collèges. Ce ne serait pas du tout anormal qu'il y ait une annexe puisque c'est là qu'il y a le plus d'enfants et puisque c'est très près d'Aix. **Il n'y a même pas de commissariat dans les quartiers nord !...** Dans n'importe quelle ville de 223 000 habitants il y aurait plusieurs commissariats, il y aurait une direction des écoles, une direction des personnes âgées, il y aurait ne fût-ce qu'à ce niveau-là une multitude de fonctions et donc d'emplois publics qui pourraient tout à fait mailler ce territoire. **Et on pourrait y déplacer la sous-préfecture d'Aix à l'utilité mystérieuse.**

Comment créer des territoires d'aménagement dans la métropole ? Il y aura un territoire issu de la CAPA, un territoire issu de MPM, etc., oui, **mais peut-être peut-on créer deux territoires nouveaux, les rives de l'étang de Berre et les quartiers nord.** Il y aura MPM sans les quartiers nord, la CAPA, l'étang de Berre, etc. Pourquoi pas ?

On peut aussi, faire de la Canebière et du haut de la Canebière le quartier étudiant de la métropole. Les étudiants, ce n'est pas une diaspora mais c'est une des communautés. Il y avait l'idée de reprendre les trois immeubles qui sont sur la Canebière pour en faire une immense cité universitaire. Du coup, avec la présence

de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, il faudrait penser le transport des étudiants en direction de Luminy, d'Aix, Saint-Jérôme etc. Cela donnerait une logique nouvelle aux investissements transports pour bâtir la métropole de la jeunesse. **Et cette métropole pourrait se singulariser en garantissant un studio à tout jeune de plus de 16 ans qui poursuit ses études.** Une motivation forte pour les jeunes en tendance de décrochage scolaire ou qui viendraient de loin. Cela pose aussi la question de leurs loisirs et de leur proximité avec les immigrés, parce que le propre des étudiants est qu'ils ont une capacité à vivre avec les diasporas mieux que les autres. Je pense que c'est un enjeu majeur de relier tout ça. C'est assez facile, on peut le faire, c'est à échelle humaine.

Il y a une autre idée intéressante dans le texte sur les quartiers nord c'est **qu'il faut « casser » les quartiers nord : en mettant un Casino à l'Estaque, une zone franche numérique à Saint-Joseph, des opens store dans les bas d'immeuble.** Le problème c'est de récupérer les bas d'immeubles dans les quartiers nord, il faut les réhumaniser, en faire des open-stores, permettre aux gens de venir y travailler, s'y connecter gratuitement, en faire des endroits où on apprend comment gérer une auto-entreprise...

Le deuxième moyen de restructurer ces quartiers, c'est de travailler sur la propreté parce que la politique de déchets permet de réorganiser l'espace. Dans ces grands ensembles, le problème de la gestion des déchets, c'est tout d'abord l'enlèvement aux abords des immeubles, ça permet de retrouver des espaces communs et sans rats. On peut construire une spatialité du déchet qui est très intéressante et c'est un des enjeux, d'abord en termes d'emplois, mais aussi en termes d'espaces. **Et dans la ville centre il faut généraliser les concierges de rue parce que Marseille est une ville où il n'y a pas de concierges** et où il n'y a pas de locaux à poubelles. Penser la ville par le déchet dans une ville comme Marseille est un enjeu passionnant.

La dimension métropolitaine va offrir de nouvelles opportunités : la fierté des habitants demain sera notamment portée par les résultats sur l'écologie. On sera fier d'avoir une ville qui recycle, on sera fier d'avoir une ville qui est indépendante en matière énergétique... À San Francisco, on arrive à 80 % de recyclage et cela a créé 1 000 emplois nouveaux et des innovations technologiques passionnantes ; l'ensemble des bons vignobles autour de la ville est amendé uniquement par des déchets urbains recyclés ! Les habitants en ont conçu une fierté extraordinaire. Ainsi penser la métropole de demain c'est déjà avoir intégré la réorganisation de la France bien sûr, des échanges mondiaux et du rôle des ports, de l'énergie, mais c'est aussi anticiper la révolution numérique quand elle portera l'ensemble de ses effets et anticiper l'économie circulaire qui a été pensée à Gardanne, les Amap pensés à Aubagne... autrement dit, projeter nos structures culturelles propres dans la bataille écologique d'une société de l'art de vivre. Faire

donc de diversités et de tensions entre des rythmes différents, création et richesse grâce aux faits d'avoir un projet commun, ici, qui mette en musique les proximités successives et les renforce.

La métropole offrira un territoire politique et économique d'unité à ce qui était hier séparé : le port en premier bien sûr, l'Université Unique qui aura un interlocuteur pour ses politiques, les mondes du sport, de la nature, de l'agriculture et les projets industriels et touristiques... Mais là où les élus communaux ont cru voir un éloignement des pouvoirs populaires qu'ils incarnent des sphères de décision, il faut éclairer le retournement inverse : le pouvoir d'État recule et régresse au profit du pouvoir métropolitain qui sera dorénavant porteur du projet de vivre et de se développer ensemble. **La proximité sort ainsi renforcée de la création de la métropole, surtout si on sait en profiter pour redéfinir les territoires principaux intermédiaires d'aménagement, Pays d'Aix, Marseille et Aubagne, en dotant enfin d'un vrai pouvoir politique l'étang de Berre et les quartiers nord.** Ces quatre piliers de base de la future métropole redessinent son visage et ses équilibres, ses solidarités et ses possibilités. Et laisse à la proximité communale, de quartiers ou de diasporas, leurs rôles premiers de lien et d'écoute démocratique. Arles pouvant un jour devenir le 5ème pilier.

Enfin il faut imaginer qu'**on va construire cette métropole maritime monde dans une période d'attentats et de conflits.** Marseille, en tant que ville de bordure méditerranéenne, risque en permanence d'être un lieu tragique de cette période ; alors si on ne considère pas que les différences culturelles d'hier comme relatives – on va les protéger mais elles n'ont plus les mêmes enjeux – par rapport aux nouvelles différences qui cherchent leurs places, on risque de ne pas faire société ensemble et de se retrouver tous bloqués voire en conflits et en peurs. **Il faut dire : nos différences historiques sont devenues secondaires depuis le 7 janvier.** Il y a là un sentiment d'urgence, ça pourrait faire la conclusion de ce texte, texte ouvert avec 2062 comme perspective ce qui est une forme de réponse aux angoisses nées de ces tensions.

Mais, pour approfondir et enrichir ces réflexions, nous vous proposons un dialogue avec Christian Devillers, architecte.